

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.559/4
DU 22 DÉCEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 28 novembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 26 février 1981 portant exécution des Directives des Communautés européennes relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques, des tracteurs agricoles ou forestiers à roues, leurs éléments ainsi que leurs accessoires de sécurité", a donné l'avis suivant :

Observation préalable

Au moment où le présent avis est donné, le Premier ministre a présenté la démission du Gouvernement au Roi, qui tient en suspens sa décision relative à l'acceptation de cette démission. En conséquence, le présent avis est donné sans qu'il soit examiné si, dans ces circonstances, le Gouvernement est à même d'exercer ses compétences en tant qu'elles impliquent la poursuite de la procédure. La section de législation n'a en effet pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération en l'espèce.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

La demande d'avis indique que :

"L'avis des Régions a été demandé en même temps que l'avis au Conseil d'État."

Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable, prévue par l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

.../...

Si l'association des gouvernements de régions à l'élaboration du projet examiné devait aboutir à modifier ce dernier sur un point substantiel, il reviendrait, en outre, à son auteur de le soumettre à nouveau à l'avis de la section de législation.

Préambule

Alinéa 1^{er}

L'alinéa 1^{er} du préambule, relatif au fondement légal du projet, doit être revu afin d'y exprimer clairement que seules les modifications subies par l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, y sont mentionnées ⁽¹⁾.

L'arrêté royal du 20 juillet 2000 portant exécution, dans les matières relevant du département des Communications et de l'Infrastructure, de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant des matières visées à l'article 78 de la Constitution sera, en outre, ajouté à la liste de ces textes modificatifs.

Alinéas 2 et 3

La mention du fait que l'arrêté en projet vise à transposer la directive 2008/74/CE de la Commission du 18 juillet 2008 modifiant, en ce qui concerne la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, la directive 2005 /55/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2005/78/CE, ainsi que la directive 2008/89/CE de la Commission du 24 septembre 2008 modifiant, en vue de son adaptation au progrès technique, la

⁽¹⁾ En écrivant : "Vu la loi du 21 juin 1985 relative (...), l'article 1^{er}, modifié par (...)", conformément aux usages de la légistique (voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 27 et formule F 3-2-3 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique législative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique+legislative&lang=fr) (22/12/2008)).

directive 76/756/CEE du Conseil concernant l'installation de dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse des véhicules à moteur et de leurs remorques, doit faire l'objet d'un nouvel article 1^{er}, en lieu et place des visas figurant aux alinéas 2 et 3 du préambule.

Ces derniers seront, par conséquent, omis.

Alinéas 7 à 9

La section de législation du Conseil d'État n'ayant pas été saisie sous la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, les alinéas 7 à 9 du préambule doivent être remplacé par un alinéa 7, devenant 5 et rédigé comme suit :

"Vu l'avis 45.559/4 du Conseil d'État, donné le 22 décembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" ⁽²⁾.

Dispositif

Article 2

En vertu de l'article 2, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Moniteur belge.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informé, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

⁽²⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 36.1 et formule F 3-5-2 www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr (22/12/2008).

Cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

Il y a lieu d'omettre la disposition à l'examen, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur, à moins qu'il existe une raison particulière d'y déroger. Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié ⁽³⁾.

Article 3

L'exécution de l'arrêté en projet devant perdurer au delà de l'actuelle répartition des compétences ministérielles, il y a lieu, dans cette disposition, d'en charger le ministre "ayant le transport dans ses attributions" ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 152.1 et formule F 4-5-1-1 www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr (22/12/2008).

⁽⁴⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 167 et formule F 4-7-1 www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr (22/12/2008).

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	conseiller d'État, président,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.559/4
VAN 22 DECEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 28 november 2008 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 februari 1981 houdende uitvoering van de Richtlijnen van de Europese Gemeenschappen betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan, landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen, hun bestanddelen alsook hun veiligheidsonderdelen", heeft het volgende advies gegeven :

Voorafgaande opmerking

Op het ogenblik dat dit advies wordt gegeven, heeft de Eerste Minister het ontslag van de regering aangeboden aan de Koning, die zijn beslissing over het aanvaarden van dat ontslag in beraad houdt. Bijgevolg wordt dit advies gegeven zonder dat wordt nagegaan of de regering in die omstandigheden haar bevoegdheden kan uitoefenen, voor zover die de voortzetting van de procedure inhouden. De afdeling wetgeving heeft immers geen kennis van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in het onderhavige geval in aanmerking kan nemen.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

In de adviesaanvraag staat te lezen :

"L'avis des Régions a été demandé en même temps que l'avis au Conseil d'État."

.../...

Het staat aan de steller van het ontwerp om ervoor te zorgen dat is voldaan aan dit voorafgaande vormvereiste, dat wordt voorgeschreven bij artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Indien het betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van het onderzochte ontwerp ertoe zou leiden dat een wezenlijk onderdeel van het ontwerp wordt gewijzigd, dient de steller ervan het bovendien opnieuw om advies voor te leggen aan de afdeling wetgeving.

Aanhef

Eerste lid

Het eerste lid van de aanhef, dat de rechtsgrond van het ontwerp betreft, moet worden herzien, waarbij duidelijk wordt aangegeven dat daarin uitsluitend de wijzigingen worden vermeld die zijn aangebracht in artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen ⁽¹⁾.

In die opsomming van wijzigende teksten moet bovendien het koninklijk besluit van 20 juli 2000 worden toegevoegd houdende uitvoering inzake de materies die onder het departement van Verkeer en Infrastructuur ressorteren, van de wet van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Tweede en derde lid

De vermelding dat het ontwerpbesluit strekt tot de omzetting van richtlijn 2008/74/EG van de Commissie van 18 juli 2008 tot wijziging, wat de

⁽¹⁾ Men schrijve aldus "Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende ..., artikel 1, gewijzigd bij (...);", overeenkomstig de wetgevingstechniek (zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, aanbeveling nr. 27 en formule F 3-2-3, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (22/12/2008).

typegoedkeuring van motorvoertuigen met betrekking tot emissies van lichte personen- en bedrijfsvoertuigen (Euro 5 en Euro 6) en de toegang tot reparatie- en onderhoudsinformatie betreft, van richtlijn 2005/55/EG van het Europees Parlement en de Raad en van richtlijn 2005/78/EG, alsmede tot de omzetting van richtlijn 2008/89/EG van de Commissie van 24 september 2008 tot wijziging, met het oog op aanpassing aan de technische vooruitgang, van Richtlijn 76/756/EEG van de Raad betreffende de installatie van verlichtings- en lichtsignaalinrichtingen op motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan, moet worden opgenomen in een nieuw artikel 1, in de plaats van de verwijzingen vervat in het tweede en het derde lid van de aanhef.

Het tweede en het derde lid van de aanhef moeten bijgevolg vervallen.

Zevende tot negende lid

Aangezien de afdeling wetgeving van de Raad van State niet om advies is verzocht op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten het zevende tot het negende lid van de aanhef vervangen worden door een zevende lid, dat het vijfde lid wordt, luidende :

"Gelet op advies 45.559/4 van de Raad van State, gegeven op 22 december 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" ⁽²⁾.

Dispositief

Artikel 2

Krachtens artikel 2 treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

⁽²⁾ Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (22/12/2008).

Een zodanige regel van inwerkingtreding vertoont het nadeel dat indien het ontwerpbesluit bekendgemaakt wordt aan het eind van de maand, de adressaten ervan niet zullen beschikken over de normale termijn van tien dagen om daarvan in kennis te worden gesteld, een termijn die in beginsel wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Deze bepaling strekt ertoe elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

De onderzochte bepaling moet vervallen, waardoor de gemeenrechtelijke regeling inzake de inwerkingtreding geldt, tenzij er een specifieke reden bestaat om ervan af te wijken. Indien de formule vermeld in het ontwerp wordt aangenomen, moet een zodanige datum van bekendmaking worden vastgesteld dat elkeen over voldoende tijd zal beschikken om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst ⁽³⁾.

Artikel 3

De tenuitvoerlegging van het ontwerpbesluit moet voortduren na afloop van de huidige verdeling van de ministeriële bevoegdheden, zodat ze in deze bepaling moet worden toevertrouwd aan de minister "bevoegd voor het vervoer" ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, aanbeveling nr. 152.1 en formule F 4-5-1-1, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (22/12/2008).

⁽⁴⁾ Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, aanbeveling nr. 167 en formule F 4-7-1, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (22/12/2008).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	staatsraad, voorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

P. LIÉNARDY